Burundi : une économie au point mort faute de carburant

@rib News, 20/05/2017 â€“ Source AFP Une sâ€™vâ€™re pâ€™nurie de carburants au Burundi affecte durement la vie quotidienne de la population et frappe de plein fouet l'Ã©conomie de ce pays d'ajÃ© affaiblie par une crise politique majeure depuis plus de deux ans. Des centaines de voitures attendant un hypothÃ©tique approvisionnement devant une station-service fermÃ©e (photo), des milliers de personnes qui patientent pendant des heures dans une gare routiÃ©re oÃ¹ les bus se comptent sur les doigts de la main: ces scÃ©nes sont devenues monnaie courante Ã Bujumbura.

"Depuis des semaines, on ne trouve plus d'essence et quand il y en a, c'est le chaos total: on voit alors des centaines de voitures, de motos ou de gens avec des bidons s'agglutiner autour des pompes", dÃ©crit GÃ©rard, un moto-taxi interrogÃ© par l'AFP au tÃ©lÃ©phone. "La vie est devenue un vÃ©ritable calvaire", lance cet homme de 23 ans avant d'ajouter en kirundi, la langue nationale : "La barbe a recouvert la bouche" ("Ubwanwa bwapfutse umunwa"), une expression signifiant que la situation va au-delÃ de tout ce qu'on peut imaginer. Le gouvernement a rÃ©cemment reconnu que la pÃ©nurie Ã©tait due Ã un manque de devises Ã©trangÃ©res. Les importations de carburants se font en dollars et le pays manque cruellement de billets verts, sur fond de sanctions Ã©conomiques de l'UE et de ses pays membres, principaux bailleurs de fonds du pays. Le gouvernement a annoncÃ© mardi un rationnement journalier par vÃ©hicule, par exemple 30 litres pour un bus de transport. Mais les stations sont le plus souvent Ã sec et pour continuer Ã tourner, les opÃ©rateurs de bus et de poids lourds se tournent vers le marchÃ© noir, oÃ¹ le litre se nÃ©gocie dÃ©sormais autour de 4 euros (8.000 Fbu), quatre fois le prix Ã la pompe. A l'intÃ©rieur du pays, certaines rÃ©gions n'ont pas Ã©tÃ© approvisionnÃ©es depuis plus de deux mois. La pÃ©nurie a entraÃ©nÃ© une hausse gÃ©nÃ©ralisÃ©e des prix du transport, provoquant Ã son tour une augmentation vertigineuse des prix des denrÃ©es alimentaires. - 'A bout de souffle' - Outre les dizaines de milliers de chauffeurs en tous genres (taxi, moto-taxi, poids lourds) directement touchÃ©s par la pÃ©nurie, celle-ci a quasiment mis Ã l'arrÃªt l'activitÃ© de trÃ©s nombreux artisans - coiffeurs, mÃ©caniciens, tÃ©liers, petits commerÃ§ants - qui ne trouvent pas de mazout pour faire tourner leurs gÃ©nÃ©rateurs et donc leur outil de travail. "Dans les quartiers populaires, on peut passer trois ou quatre jours sans Ã©lectricitÃ© et si on en a enfin, c'est pour quelques heures", se lamente Didi, un coiffeur de 28 ans pÃ©re de deux enfants. "La situation est dramatique car on manque de tout dans ce pays. Il n'y pratiquement plus d'essence et de mazout, pas d'Ã©lectricitÃ©, le transport des personnes et des produits vivriers est paralysÃ© Ã travers tout le pays", Ã©numÃ©re Gabriel Rufyiri, prÃ©sident de l'Olucome, principale organisation de lutte contre la corruption. Les Burundais "ont perdu le goÃ»t du sucre" devenu "un produit de luxe" alors que le pays en a produit plus de 25.000 tonnes en 2016, mais "il est exportÃ© clandestinement, notamment au Rwanda, par de hautes personnalitÃ©s qui s'enrichissent outrageusement", dÃ©nonce-t-il. MÃªme la principale industrie du pays est touchÃ©e: les chaÃªnes de production de la Brarudi (Brasserie et limonaderie du Burundi), le plus gros contribuable du pays, sont Ã l'arrÃªt plus de 12 heures par jour. "L'Etat ne nous fournit pas assez d'Ã©lectricitÃ©, on ne trouve plus assez de mazout pour faire fonctionner nos groupes ou d'essence pour ramener les bouteilles vides (consignÃ©es) Ã©parpillÃ©es Ã travers le pays", explique un cadre de la sociÃ©tÃ© sous couvert d'anonymat, par craintes pour sa sÃ©curitÃ©. Le gouvernement du Burundi doit aujourd'hui prÃ©s de 60 millions de dollars aux importateurs de produits pÃ©troliers correspondant Ã plusieurs mois de consommation, selon l'Olucome et plusieurs sources administratives. Et les observateurs se demandent dÃ©sormais si le gouvernement va Ãªtre en mesure de payer les fonctionnaires dans les mois qui viennent. "Le pouvoir semblait tenir le coup malgrÃ© la crise et les sanctions de l'UE grÃ¢ce notamment Ã une forte pression fiscale intÃ©rieure, mais il semble Ã bout de souffle aujourd'hui", a rÃ©sumÃ© pour l'AFP un Ã©conomiste en poste Ã Bujumbura.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});